

MEDEF Actu-Eco - n° 324

Direction des études économiques

Semaine du 23 au 27 avril 2018



SOMMAIRE

FRANCE

1. **Demandeurs d'emploi au premier trimestre 2018** : 3 435 900 en catégorie A (- 33 300 sur un trimestre et -48 700 sur un an) et 5 621 000 en catégories A, B et C ; durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi record à 600 jours
2. **Défaillances d'entreprises en février 2018** : 53 594 en cumul sur douze mois (-6,4% sur un an)
3. **Crédits entreprises au secteur privé en février 2018** : baisse de la production de nouveaux crédits pour la première fois depuis avril 2015 sous l'effet du repli des crédits à l'habitat
4. **Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en mars 2018** : léger durcissement des conditions d'octroi pour les PME, baisse de la demande de crédits habitat des ménages
5. **Confiance des ménages en avril 2018** : relative stabilité de l'indice général, redressement de l'appréciation sur le niveau de vie
6. **Climat des affaires en avril 2018** : quatrième mois consécutif de baisse de l'indicateur général, indice de retournement toujours en zone d'incertitudes, dégradation dans tous les secteurs à l'exception du bâtiment

EUROPE

7. **Climat des affaires allemand en avril 2018** : cinquième mois consécutif de modération, baisse dans tous les secteurs à l'exception de la construction

INTERNATIONAL

8. **Tendance récente des marchés** : remontée des taux souverains, dépréciation de l'euro, pétrole au plus haut depuis novembre 2014

1. Demandeurs d'emploi au premier trimestre 2018 : 3 435 900 en catégorie A (- 33 300 sur un trimestre et -48 700 sur un an) et 5 621 000 en catégories A, B et C ; durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi record à 600 jours

* La DARES a publié les données portant sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi. Pour rappel, cette publication se fait désormais de manière trimestrielle et non plus tous les mois afin de « mieux refléter les tendances du marché du travail ».

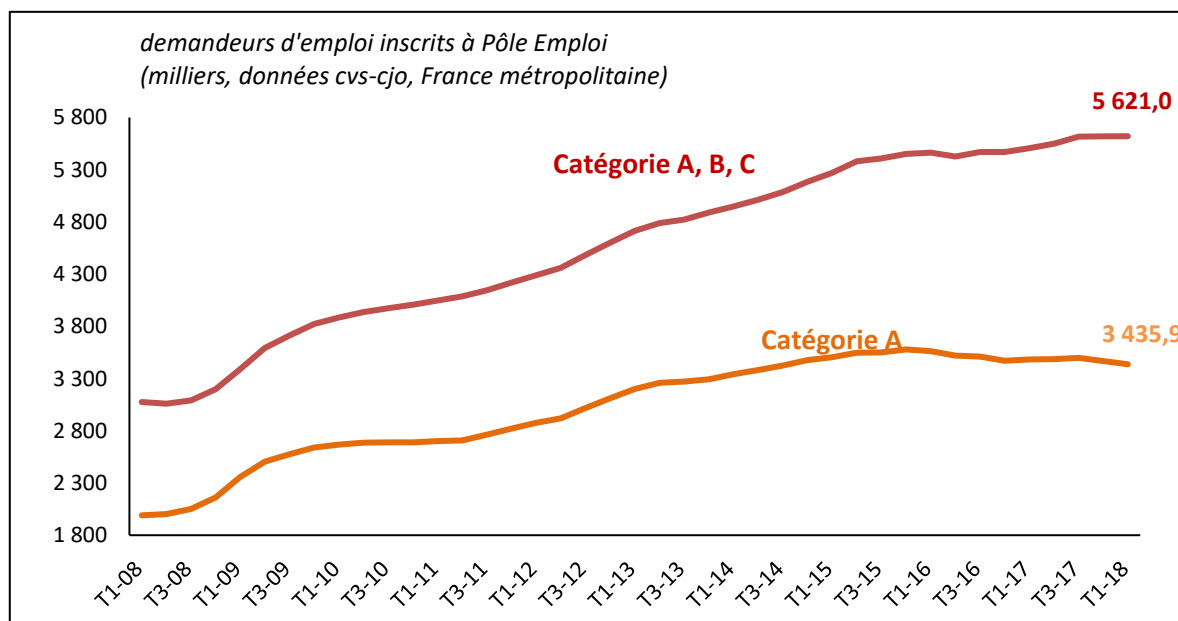
* Au **premier trimestre 2018**, le **nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A (sans aucune activité) en France métropolitaine a diminué** (-33 300 sur un trimestre). Il s'établit désormais à **3 435 900 personnes**.

Cette baisse du nombre de demandeurs d'emploi a concerné plus les hommes (-1,6%) que les femmes (-0,3%). S'agissant des tranches d'âge, le

nombre de demandeurs âgés de moins de 25 ans a diminué de -0,6% à l'instar de celui des personnes âgées de 50 ans et plus. Le nombre de demandeurs âgés entre 25 et 49 ans a diminué de -1,2% (toujours sur un trimestre).

Le nombre total des demandeurs d'emploi – catégories A, B et C (demandeurs en activité réduite) – est pour sa part demeuré quasi stable à 5 621 000 personnes.

* **Pour la France entière** (métropole et DROM), le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A a diminué sur un trimestre de -32 100 personnes (3 695 400). Pour l'ensemble des catégories A, B et C il a augmenté de +1 900 (5 621 900).



Source : Dares

* **Par région et toujours en rythme trimestriel**, le nombre de demandeurs en **catégorie A en France métropolitaine** a diminué partout sauf en Corse (+0,2%) et en Île-de-France où il est resté stable. Les baisses enregistrées sont allées de -0,2% dans les Hauts-de-France à -1,2% en Auvergne-Rhône Alpes, -1,3% en Bretagne, -1,4% dans la région Grand-Est, -1,8% en Bourgogne-Franche-Comté et -2,0% en Nouvelle-Aquitaine.

S'agissant du nombre des demandeurs en catégories A, B et C, la situation est plus contrastée :

hausse dans cinq régions (notamment +0,7% dans les Hauts-de-France), stabilité dans une région (Auvergne-Rhône-Alpes) et baisse dans sept régions (notamment -0,4% en Normandie ainsi qu'en Occitanie et -0,5% dans le Grand-Est).

Les **départements et régions d'Outre-mer** ont tous enregistré une diminution du nombre des demandeurs de catégorie A à l'exception de l'île de La Réunion (+1,3%). Le constat est identique pour les catégories A, B et C.

* **Entre le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2018, le nombre de demandeurs de la catégorie A en France métropolitaine a diminué de - 48 700 personnes, soit - 1,4%.** Cette évolution sur un an recouvre une baisse de -3,5% chez les hommes

mais un accroissement de +0,9% chez les femmes ; un recul de -3,9% chez les moins de 25 ans et de -1,6% chez les 25-49 ans mais une hausse de +0,4% chez les 50 ans et plus.

**Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A au premier trimestre 2018
(France métropolitaine)**

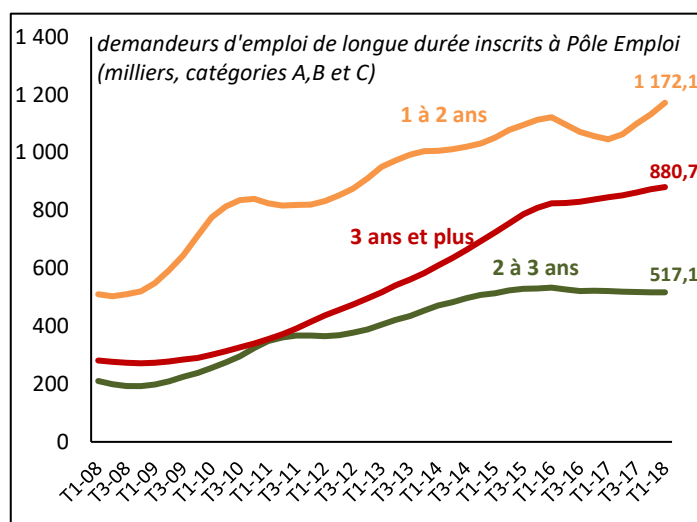
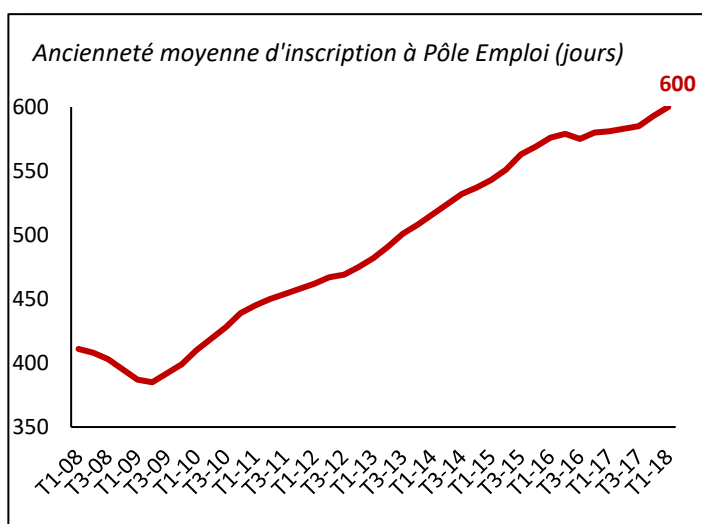
	Niveau	Evolution sur un trimestre		Evolution sur un an	
	milliers	milliers	%	milliers	%
Hommes	1747,8	-28,3	-1,6	-63,1	-3,5
Femmes	1688,1	-5,0	-0,3	+14,5	+0,9
Moins 25 ans	459,6	-3,0	-0,6	-18,7	-3,9
25 à 49 ans	2059,7	-24,4	-1,2	-34,1	-1,6
50 ans ou plus	916,6	-5,9	-0,6	+4,1	+0,4
Ensemble	3435,9	-33,3	-1,0	-48,7	-1,4

Source : Dares

* La **durée moyenne d'inscription à Pôle emploi** pour l'ensemble des catégories A, B et C a augmenté pour atteindre **600 jours**, son **plus haut niveau historique**.

* Le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée** (supérieure à un an) a augmenté sur un trimestre de +48 800 pour atteindre **2 570 000** personnes (+157 900 sur un an). Ils représentent **45,7% des demandeurs toutes catégories confondues en France métropolitaine**.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis **1 à 2 ans** a augmenté de +40 500 personnes (+126 900 sur un an) tandis que ceux inscrits depuis **2 à 3 ans** est resté quasi stable (baisse sur un an de -4 600). Le nombre de ceux inscrits depuis **3 ans ou plus** a augmenté sur un trimestre de +8 000 personnes (+35 500 sur un an) pour représenter **880 700 personnes** (34,3% des chômeurs de longue durée).

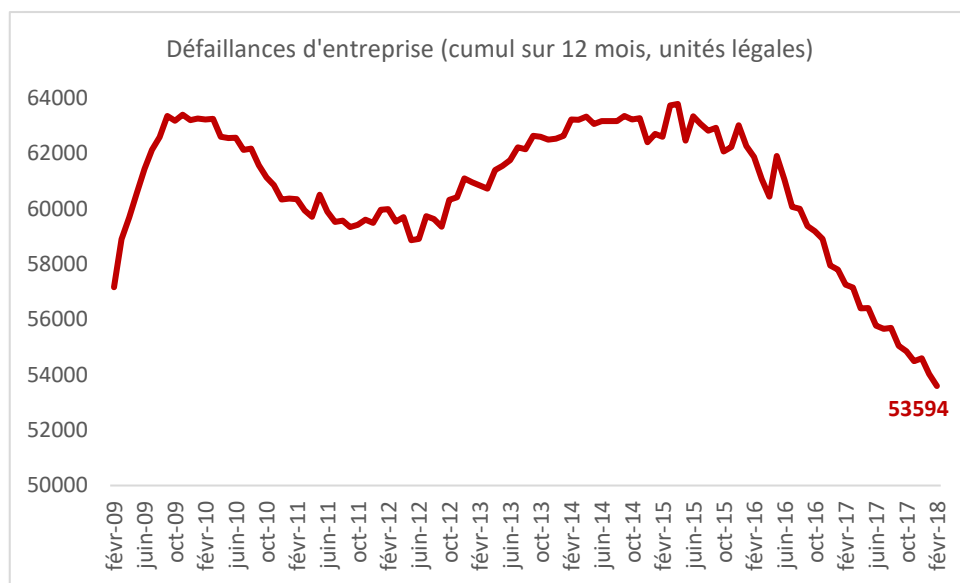


Source : Dares

2. Défaillances d'entreprises en février 2018 : 53 594 en cumul sur douze mois (-6,4 % sur un an)

* Selon les estimations de la Banque de France, **les défaillances d'entreprises** (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, procédure de sauvegarde) **se seraient établies à 53 594 unités légales en février 2018**, en cumul sur un an. Il s'agit toujours des niveaux les plus bas depuis octobre 2008. **Elles**

s'inscriraient en repli de -6,4% par rapport à février 2017 (toujours en cumul sur douze mois), rythme de baisse proche de celui du mois précédent (- 6,5%). Il s'agit du **vingt-sixième mois consécutif de baisse** des défaillances d'entreprises.



Source : Banque de France

* Par taille d'entreprise les défaillances des **PME** auraient reculé de -6,4% entre février 2017 et février 2018 (cumul sur douze mois). La baisse la plus forte aurait concerné les *moyennes entreprises* (-15,2%) qui ne constituent que 0,5% du total des défaillances. Les défaillances des *très petites entreprises* (3,1% du total des défaillances) se seraient également repliées (-10,3%), à l'instar de celles des microentreprises

(- 6,4%) qui constituent près de 95% du total des défaillances. Pour le deuxième mois consécutif, les défaillances des *petites entreprises* auraient progressé (+2,0% après +0,6%).

Les défaillances des **ETI et des grandes entreprises** auraient augmenté de +58,1% en février, tout en ne représentant que 0,1% du total.

Défaillances d'entreprises par taille d'entreprise (cumul sur les 12 derniers mois)

Unités légales	Janvier 2018	Février 2018	fev 18 / fev 17 (%)	Part dans total (%)
PME, dont :	53 983	53 545	-6,4	99,9
Microentreprises et taille indéterminée	51 200	50 746	-6,4	94,7
Très petites entreprises	1 651	1 667	-10,3	3,1
Petites entreprises	855	853	2,0	1,6
Moyennes entreprises	277	279	-15,2	0,5
ETI et Grandes entreprises	45	49	+58,1	0,1
Total	54 028	53 594	-6,4	100

Source : Banque de France

* Cette baisse des défaillances cumulées sur un an se retrouverait dans tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'agriculture (+0,3% sur un an), de l'information et communication (+1,1%) et du transport et entreposage (+5,9%). L'ampleur du recul serait très variable : -14,0% dans les activités

immobilières ; -11,0% dans la construction (plus d'une défaillance sur cinq) ; - 7,1% dans le secteur du soutien aux entreprises ; -7,0% dans les activités financières et d'assurance ; - 6,4% dans l'hébergement-restauration.

Défaillances d'entreprises pour certains secteurs d'activité (cumul sur 12 mois)

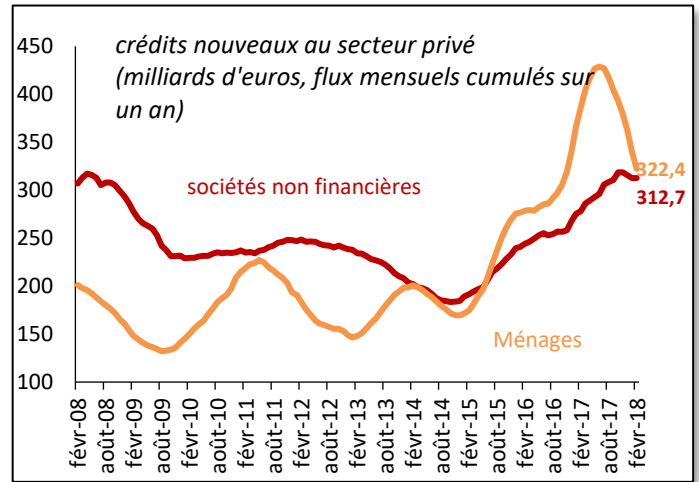
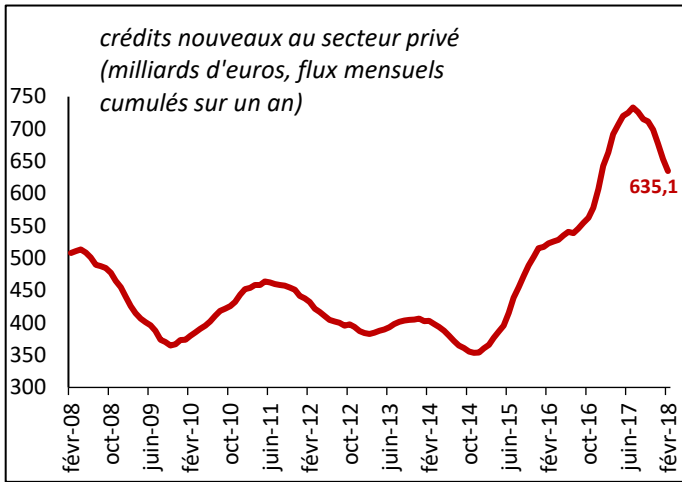
<i>Unités légales</i>	Janvier 2018	Février 2018	fev 18 / fev 17 (%)	Part dans total (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	1 486	1 644	+0,3	3,1
Industrie	3 843	3 797	-6,0	7,1
Construction	12 036	11 896	-11,0	22,2
Commerce et réparation automobile	11 837	11 750	-5,2	21,9
Transports et entreposage	1 832	1 857	+5,9	3,5
Hébergement et restauration	7 248	7 143	-6,4	13,3
Information et communication	1 361	1 376	+1,1	2,6
Activités financières et d'assurance	1 037	1 030	-7,0	1,9
Activités immobilières	1 748	1 756	-14,0	3,3
Soutien aux entreprises	5 745	5 737	-7,1	10,7
Enseignement, santé humaine, action sociale	5 362	5 306	-3,4	9,9
Total	54 028	53 594	-6,4	100

Source : Banque de France

3. Crédits nouveaux au secteur privé en février 2018 : baisse de la production de nouveaux crédits pour la première fois depuis avril 2015 sous l'effet du repli des crédits à l'habitat

* Après avoir ralenti au cours des six derniers mois, **les crédits nouveaux au secteur privé** (flux mensuels cumulés sur un an) **sont passés en territoire négatif en février 2018** (baisse de -4,3% sur un an après +1,6% en janvier), pour atteindre 635,1 milliards d'euros. **C'est la première fois depuis avril 2015 que**

la production nouvelle de crédit diminue sur un an. Par ailleurs, depuis le point haut atteint en juillet 2017, le montant des crédits nouveaux a diminué de près de 100 milliards d'euros.



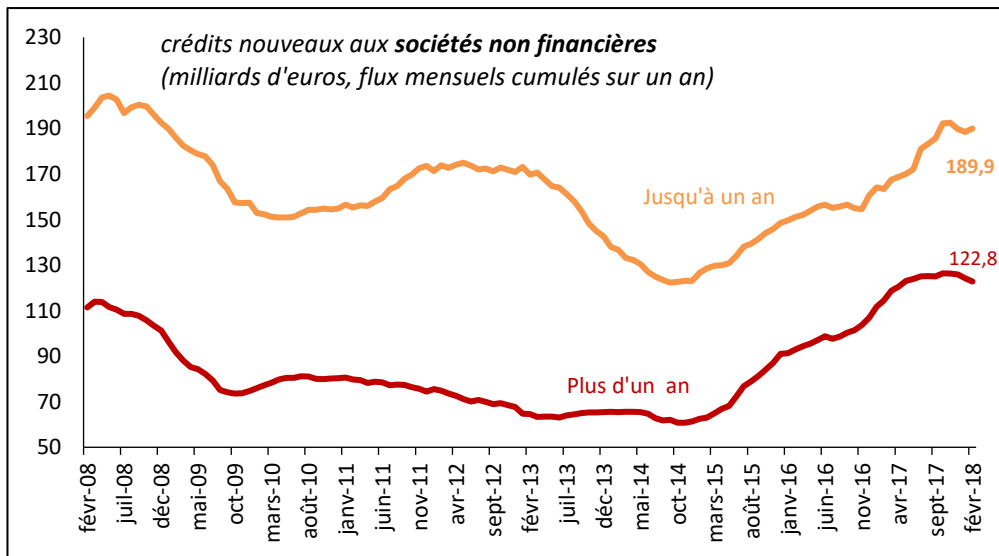
Source : Banque de France

* Les **crédits nouveaux aux sociétés non financières**, ont augmenté de **+12,5%** entre février 2017 et février 2018, hausse proche de celle du mois précédent (+13,4%). La production nouvelle de crédits s'est élevée à 312,7 milliards d'euros demeurant ainsi sur des niveaux historiquement hauts **depuis juin 2006**.

financer les projets d'investissement, a été un peu moindre qu'en janvier (+7,2% contre +11,3%) : ces crédits représentent 39,3% des crédits accordés par les banques aux sociétés non financières.

La progression **des crédits nouveaux à plus d'un an**, c'est-à-dire pour une bonne part ceux destinés à

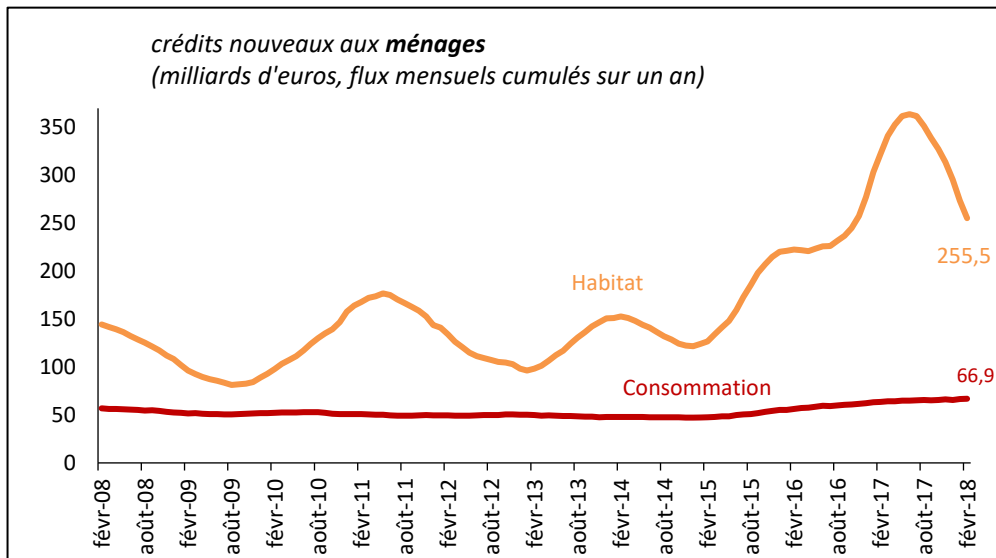
S'agissant du montant des **crédits jusqu'à un an**, il a progressé de +16,2% (après +14,9% en janvier) pour atteindre 189,9 milliards d'euros, soit un plus haut depuis janvier 2009.



Source : Banque de France

* Pour le deuxième mois consécutif, les **crédits nouveaux aux ménages** ont diminué (-16,5% après -7,3%) : cela n'était plus arrivé depuis avril 2015. Cette évolution s'explique par le repli de -20,7% de

la production nouvelle de **crédits à l'habitat** (79,2% du total des crédits accordés aux ménages) tandis que celle de **crédits à la consommation** est demeurée positive (+5,0%).



Source : Banque de France

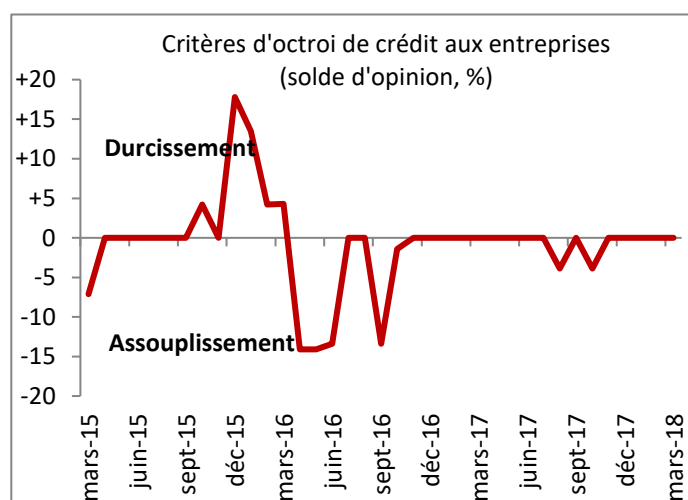
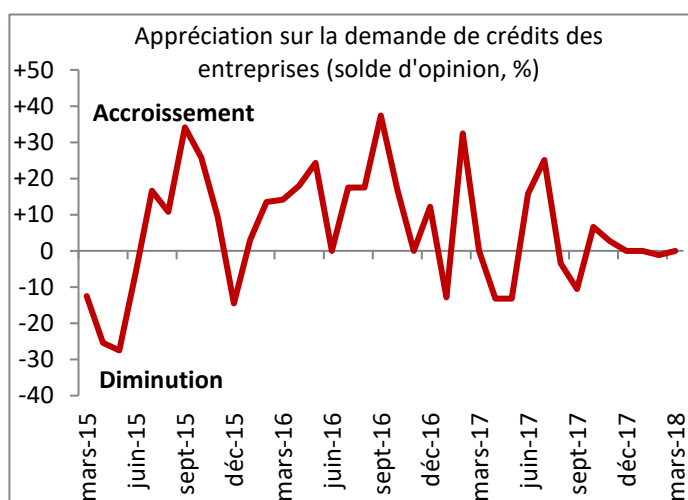
4. Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en mars 2018 : léger durcissement des conditions d'octroi pour les PME, baisse de la demande de crédits habitat des ménages

* La dernière enquête mensuelle de la Banque de France auprès des établissements de crédits suggère **une stabilité de la demande de crédits des entreprises en mars 2018** (quatrième mois consécutif).

Tous les établissements de crédits interrogés ont indiqué que la demande de crédits des PME est restée inchangée. Il en va de même pour la demande de crédits

des grandes entreprises alors qu'elle avait été perçue en baisse par 15% des banques interrogées le mois dernier.

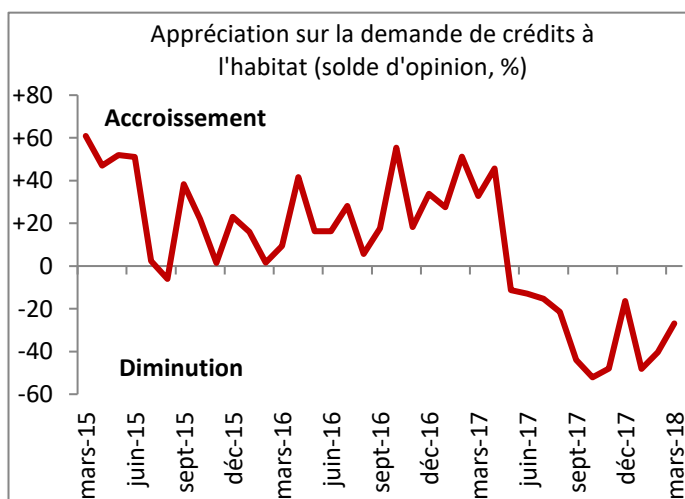
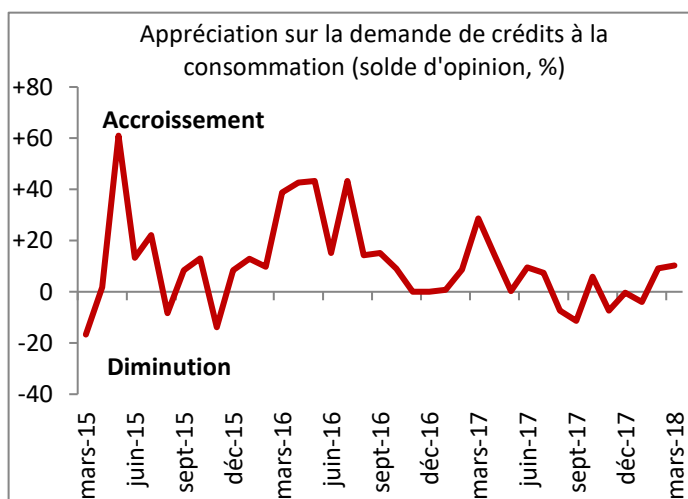
Simultanément, l'ensemble des établissements de crédits interrogés ont indiqué une stabilité des conditions d'octroi. **A noter cependant que s'agissant des PME, 11% des établissements interrogés ont indiqué les avoir resserrés.**



Source : Banque de France

* S'agissant des ménages, **la demande de crédits à la consommation** a été perçue en hausse par 10,3% des banques interrogées. La perception de **la demande de crédits à l'habitat** a en revanche continué d'être perçue négativement (par 27% d'entre elles) pour le onzième mois consécutif après avoir été positive durant vingt mois successifs (septembre 2015-avril 2017).

Les conditions d'octroi de crédits aux ménages sont restées stables pour les crédits à la consommation (vingt-septième mois consécutif) et se sont très légèrement assouplies pour les crédits à l'habitat, comme lors des six derniers mois.

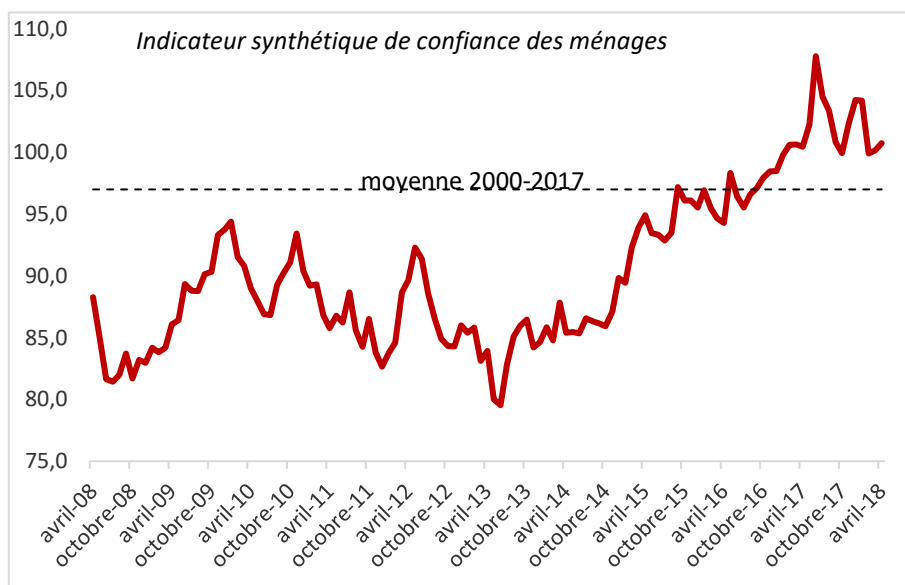


Source : Banque de France

5. Confiance des ménages en avril 2018 : relative stabilité de l'indice général, redressement de l'appréciation sur le niveau de vie

* Selon la dernière enquête de l'INSEE, **la confiance des ménages s'est très légèrement améliorée en avril 2018**. L'indicateur qui la synthétise s'est établi à 100,7 (après 100,2) à son niveau moyen de longue

période (100 entre janvier 1987 – décembre 2017). Pour rappel, **le moral des ménages s'était hissé à son plus haut niveau depuis dix ans en juin dernier**.



Source : INSEE

* S'agissant du « contexte économique », **l'opinion des ménages sur le niveau de vie en France** a été orientée à la hausse après un premier trimestre relativement pessimiste : l'opinion sur leur niveau de vie passée a augmenté (+4,0 points après -6,8 points sur les trois premiers mois de l'année) de même que celle sur les perspectives d'évolution du niveau de vie en France (+2,6 points après -7,2 points sur les trois premiers mois de l'année).

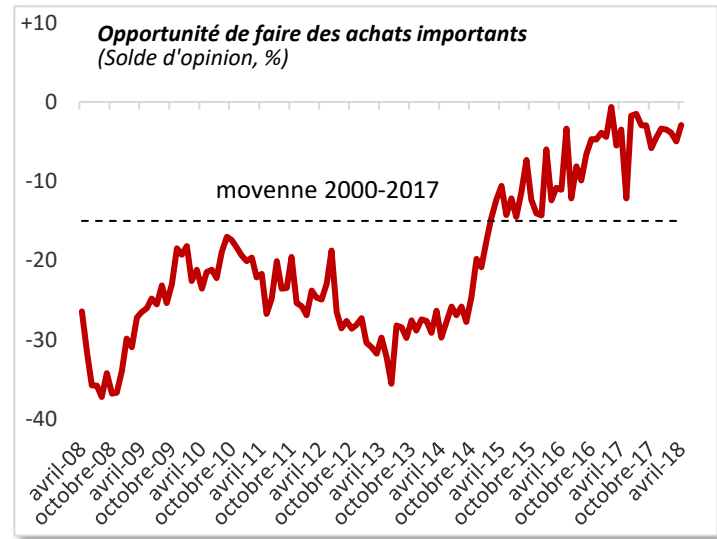
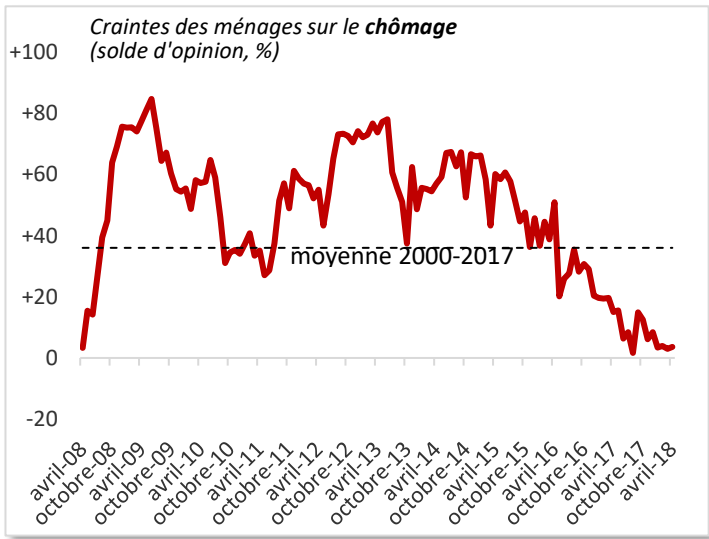
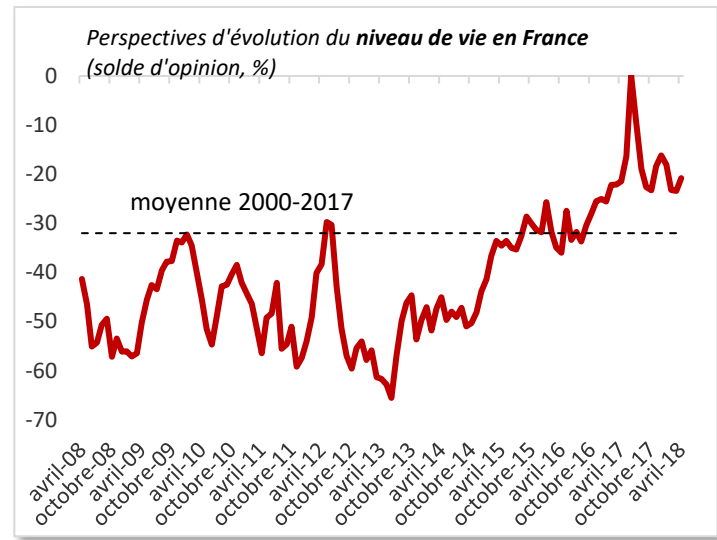
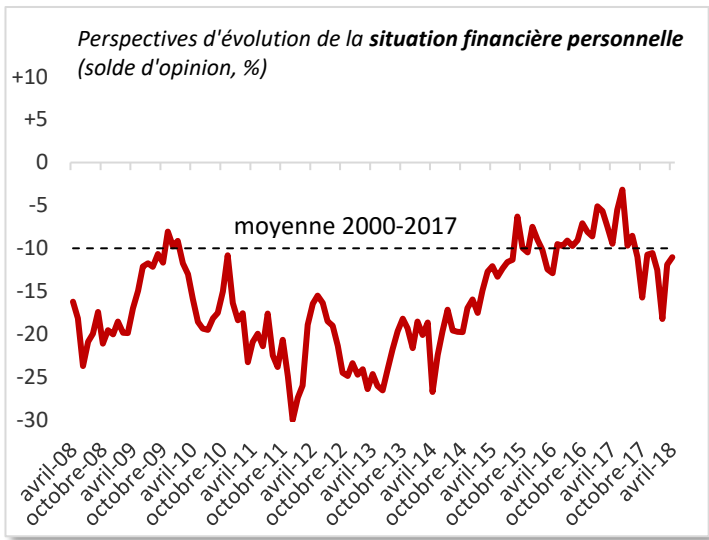
Dans le même temps, leurs « **craintes concernant le chômage** » ont légèrement augmenté (hausse du solde d'opinion de +0,7 point) mais demeurent quasiment au plus bas depuis dix ans.

Enfin, la proportion des ménages estimant que **les prix** ont augmenté au cours des douze derniers mois est restée quasi stable (+0,2 point) tandis que celle anticipant une hausse des prix au cours des douze prochains mois a continué de diminuer (-1,8 point après déjà -6,2 points en mars).

* S'agissant de leur « situation personnelle », la perception qu'ont les ménages de leur **situation financière future** a été légèrement positive (+0,9 point après +6,3 en mars), le solde d'opinion demeurant néanmoins encore loin de sa moyenne de longue période. La perception qu'ils ont de leur **situation financière passée** a en revanche continué de se dégrader (-2,0 points et -9,4 points sur les trois derniers mois).

La proportion des ménages estimant qu'il est « **opportun de faire des achats importants** » a augmenté (+2,0 points). Celle estimant qu'il est « **opportun d'épargner** » a en revanche reculé.

Enfin le solde d'opinion des ménages sur leur **capacité d'épargne actuelle** est resté stable tandis que celui sur leur **capacité future** a diminué.

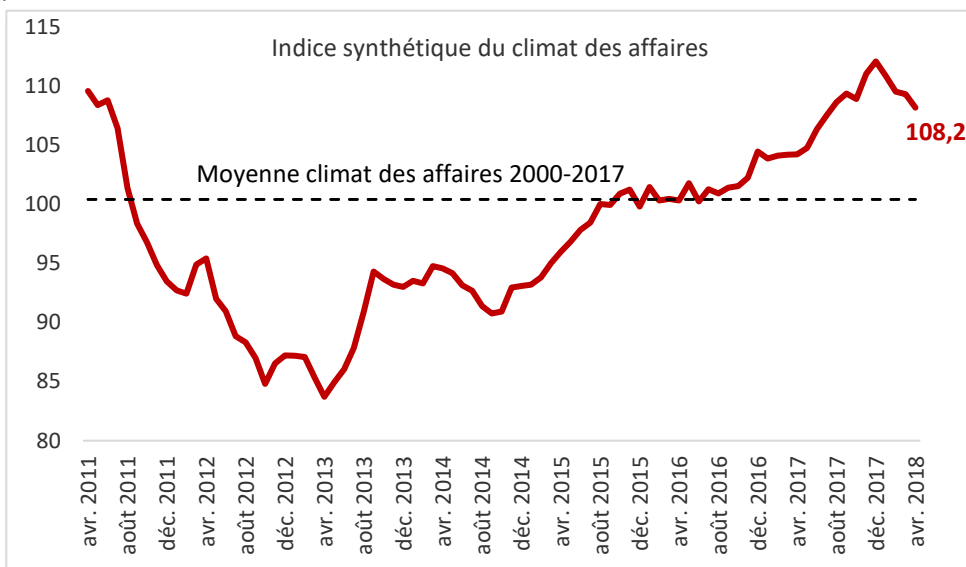


Source : INSEE

6. Climat des affaires en avril 2018 : quatrième mois consécutif de baisse de l'indicateur général, indice de retournement toujours en zone d'incertitudes, dégradation dans tous les secteurs à l'exception du bâtiment

* Selon les dernières enquêtes de conjoncture de l'INSEE, **le climat des affaires en France s'est dégradé en avril**. L'indice qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, a diminué de -1,1 point par rapport à mars pour s'établir à 108,2. **Il s'agit du quatrième mois consécutif de baisse**. L'indice du climat des affaires demeure au-dessus de son niveau moyen de longue période.

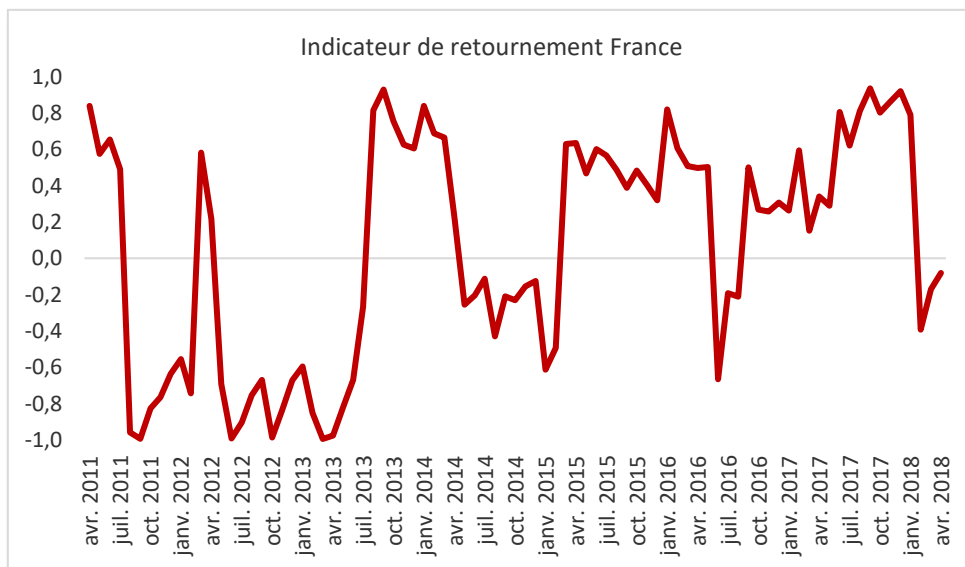
L'indicateur du climat de l'emploi a également faibli après avoir atteint un plus haut depuis août 2011 : « cette baisse résulte d'un fléchissement des soldes d'opinion sur l'emploi dans tous les grands secteurs ».



Source : INSEE

* **L'indicateur de retournement** pour l'ensemble de l'économie est demeuré dans « la zone d'incertitudes conjoncturelle » (-0,1). Compris entre -1 et +1, cet indicateur permet d'apprécier le caractère favorable

(proche de +1) ou défavorable (proche de -1) de la conjoncture française ainsi que les zones d'incertitudes (bornes -0,3 et +0,3).



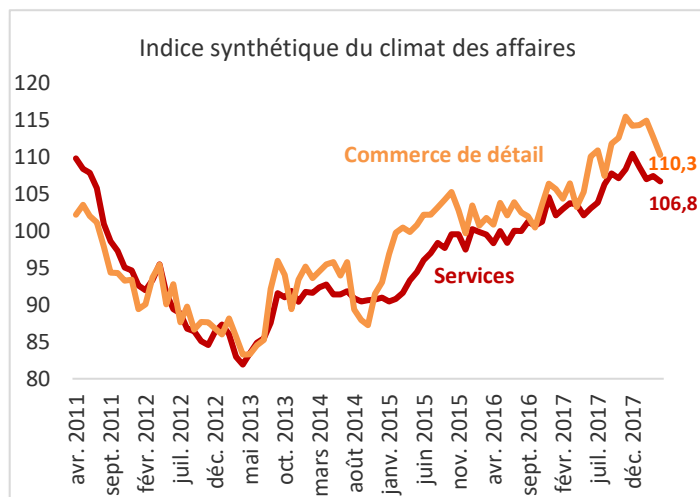
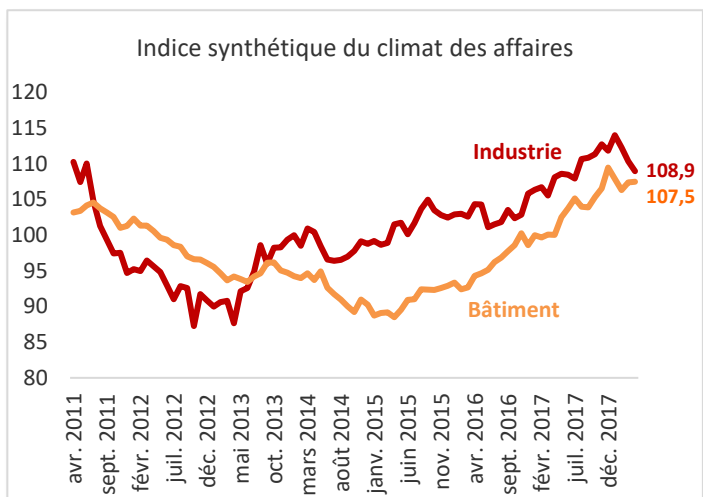
Source : INSEE

* La détérioration du climat des affaires en avril a concerné l'ensemble des secteurs couverts par l'enquête à l'exception du bâtiment :

- **après avoir atteint un plus haut de dix-sept ans en janvier, le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière n'a cessé de se dégrader depuis** (- 1,4 point en avril, -1,9 point en mars et -1,7 point en février) tout en restant nettement au-dessus de sa moyenne de long terme. Le solde d'opinion des industriels sur leurs *perspectives personnelles* a rebondi (+6,0 points) tandis que celui sur les *perspectives générales du secteur* a poursuivi sa baisse (-2,0 points) après avoir atteint en début d'année un plus haut depuis juillet 2000. De même, leur opinion a été orientée à la baisse s'agissant de leur *production passée* (-12,0 points). Les soldes sur les *carnets de commandes étrangers et globaux* se sont légèrement repliés (-1,0 point dans les deux cas). Par sous-secteurs, le climat s'est dégradé dans l'industrie du **textile, habillement et cuir** (-3,0 points), du **bois, papier et imprimerie** (-2,0 points), de la **chimie** (-3,0 points), de la **métallurgie et autres produits métalliques** (-3,0 points) et dans **l'automobile** (-1,0 point) ;
- **selon les chefs d'entreprise du commerce de détail et du commerce et de la réparation d'automobiles, le climat a été moins favorable en avril** (baisse de l'indice correspondant de -2,5 points après -2,2 points en mars). Cette

dégradation s'explique principalement par la baisse du solde d'opinion sur les *perspectives générales d'activité* (- 5,0 points). A noter que le repli du climat des affaires a été plus marqué dans le commerce de détail que dans le commerce et la réparation automobiles ;

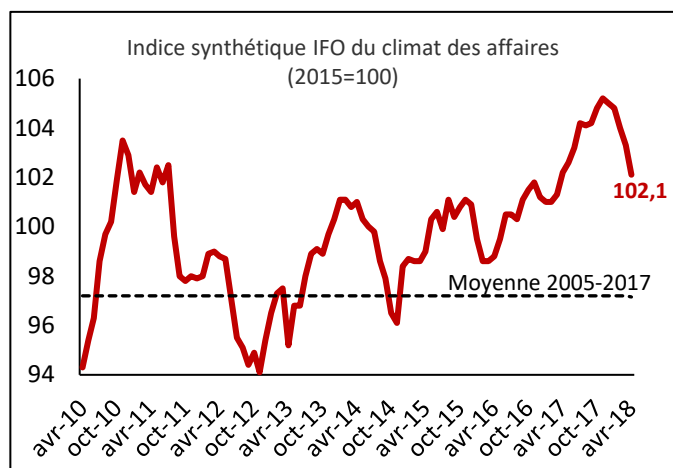
- **l'indice du climat des affaires dans les services a légèrement fléchi** (-0,7 point après +0,4 point en mars). Cette légère dégradation s'explique par la baisse du solde d'opinion sur les *perspectives générales d'activité* (-1,0 point) et celui sur la *demande prévue* (-4,0 points). Par sous-secteurs, le climat s'est dégradé dans le **transport routier de marchandise** (-4,0 points), dans les **activités immobilières** (-1,0 point) et dans les **services administratifs et de soutien** (-1,0 point) ;
- **dans l'industrie du bâtiment, le climat des affaires est demeuré inchangé après s'être fortement amélioré en mars**. Les entrepreneurs interrogés ont indiqué anticiper une croissance de l'activité à venir (hausse du solde d'opinion correspondant de +3,0 points comme en mars) tandis que leur opinion sur l'activité passée a continué de diminuer (-5,0 points). Le jugement sur les *carnets de commandes* a été moins bien orienté (- 3,0 points) de même que les *perspectives d'emploi* (baisse du solde d'opinion sur les *effectifs prévus* de -2,0 points).



Source : INSEE

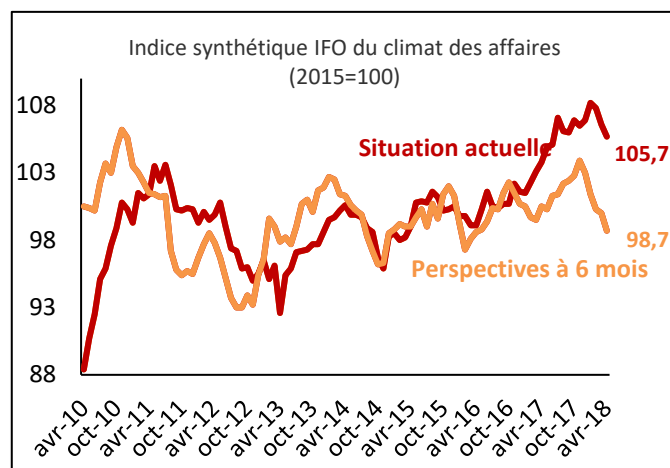
7. Climat des affaires allemand en avril 2018 : cinquième mois consécutif de modération, baisse dans tous les secteurs à l'exception de la construction

* Le climat des affaires dans la construction, l'industrie, le commerce et les services en Allemagne s'est une nouvelle fois dégradé en avril 2018. L'indicateur synthétique Ifo, calculé à partir d'un échantillon d'environ 7 000 entreprises, a en effet diminué de - 1,2 point (après -0,7 point en mars) pour s'établir à 102,1. Sur les cinq derniers mois l'indice Ifo a reculé de -3,1 points.



Cette diminution s'explique par celle de *la perception des entreprises de leur situation actuelle* (baisse de l'indice de -0,9 point à 105,7), ainsi que par celle de *leurs anticipations d'activité à six mois*, (- 1,3 point).

Selon l'institut Ifo, les résultats issus de l'enquête d'avril reflètent « *le ralentissement de l'économie allemande* ».



Source : Ifo

* Cette nouvelle moins bonne orientation du climat a concerné l'ensemble des secteurs couverts par l'enquête à l'exception de la construction :

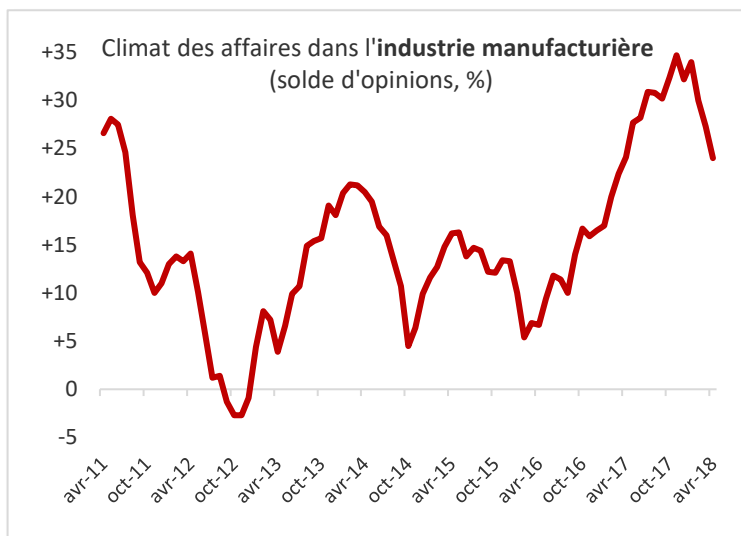
- **l'indice du climat a reculé dans le secteur manufacturier pour le troisième mois de suite** (- 3,3 points en avril et -10,0 points en cumul sur trois mois). L'orientation moins favorable d'avril tient principalement à la détérioration des perspectives d'activité à six mois des manufacturiers dont l'indice est tombé à son plus bas niveau depuis août 2016. La perception de leur situation actuelle s'est légèrement dégradée mais demeure à des niveaux historiquement hauts ;
- dans le **secteur des services, l'indice du climat a franchement reculé** (-3,5 points) du fait principalement d'une dégradation des anticipations. La perception de la situation actuelle des entreprises du secteur s'est également détériorée mais est demeurée à « *de très hauts niveaux* » ;
- **dans le commerce de détail et dans le commerce de gros**, le retrait de l'indice s'explique par la

dégradation de la situation actuelle et des anticipations d'activité ;

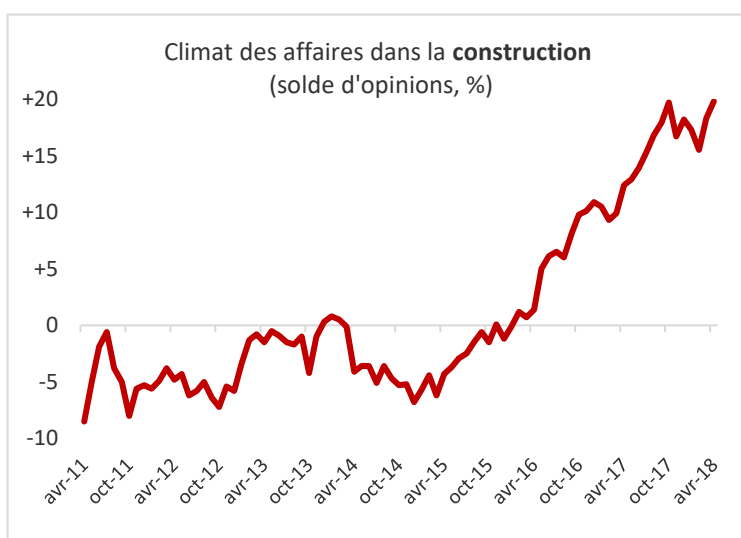
- dans la **construction**, l'indice a en revanche continué d'augmenter (+1,5 point après +2,8 points en mars) pour **atteindre un nouveau record historique**. Cette hausse s'explique par la composante « anticipations » tandis que la perception que les entrepreneurs ont de la situation actuelle est demeurée quasi inchangée.

* *
*

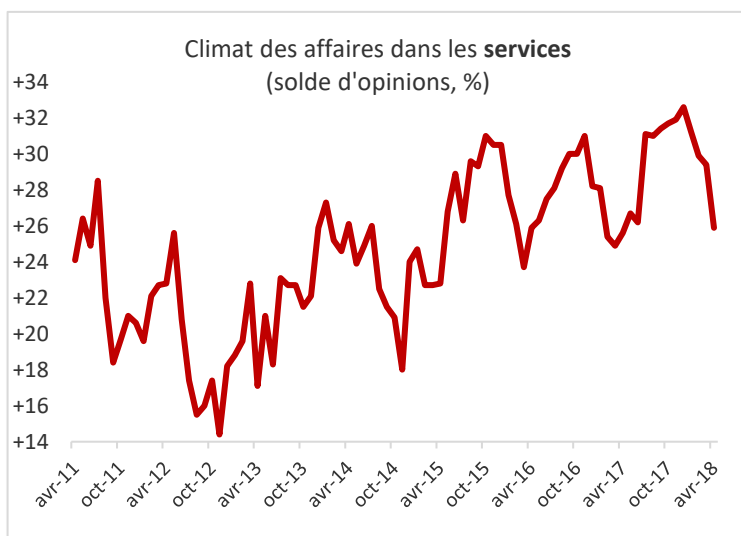
Le caractère a nouveau moins favorable du climat des affaires allemand suggéré par l'enquête Ifo n'est pas confirmé par la première estimation des indices PMI de Markit Economics d'avril. Dans le **secteur manufacturier**, l'expansion de l'activité aurait en effet légèrement accéléré (PMI à 57,4 après 57,1). Il en va de même dans les **services** (54,1 après 53,9). Selon Markit, « *la croissance de l'activité du secteur privé allemand s'est stabilisée en avril, mettant ainsi fin à la perte de dynamisme observée au premier trimestre. L'économie allemande commence ainsi le deuxième trimestre sous de bons auspices* ».



Source : Ifo

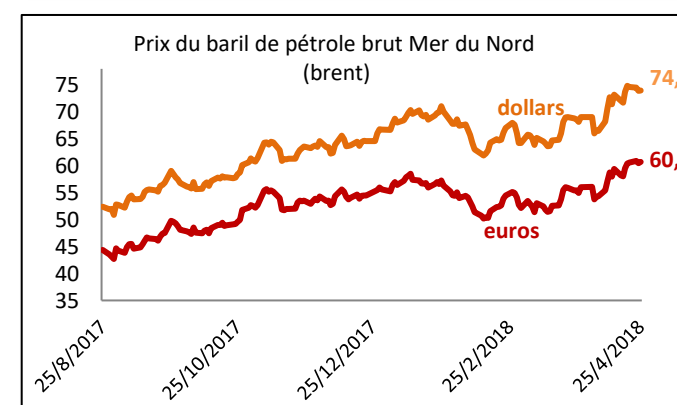
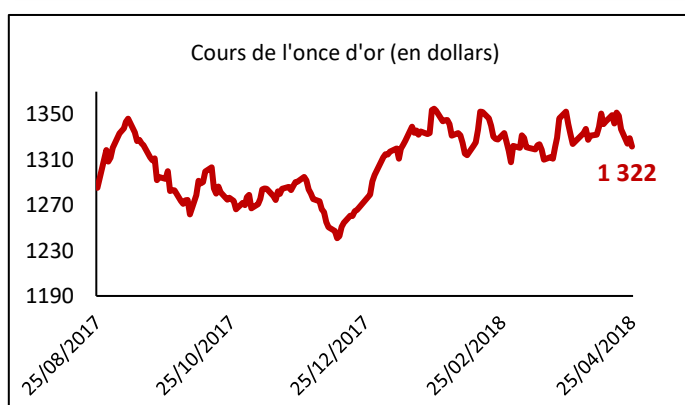
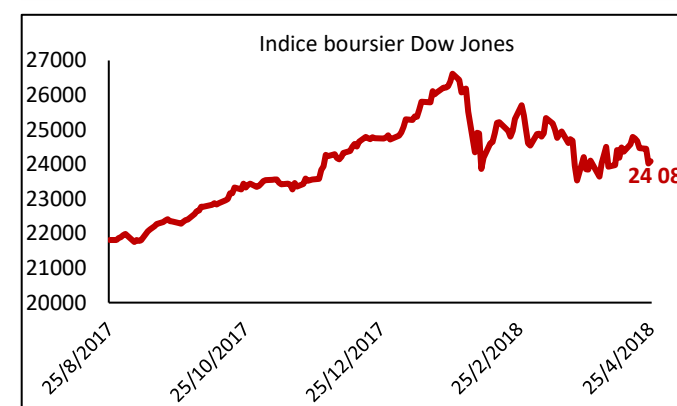
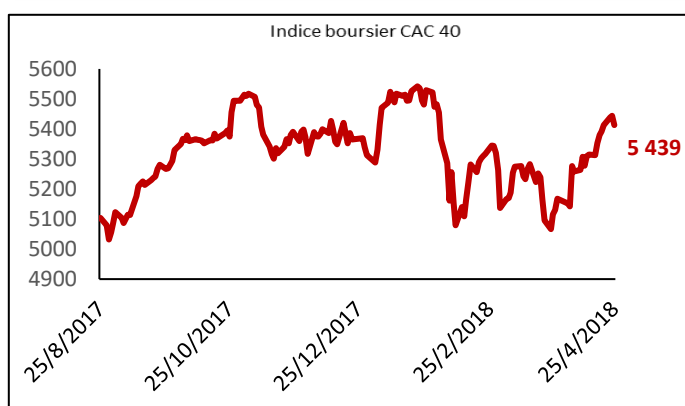
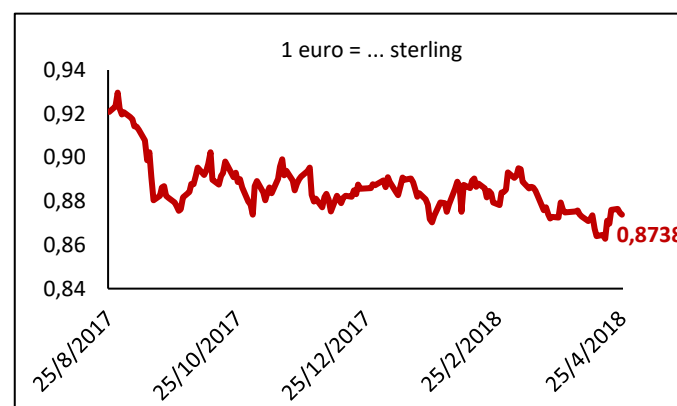
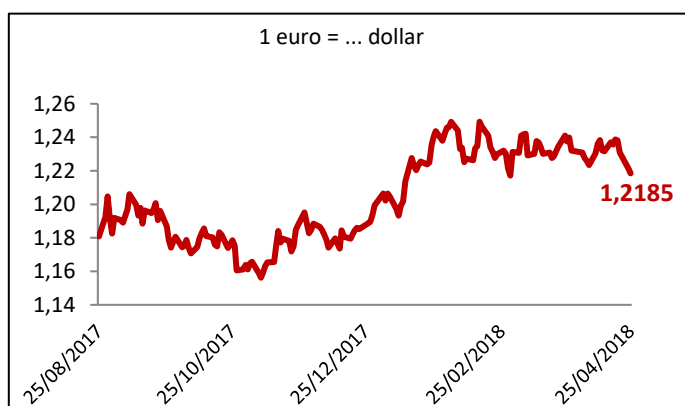
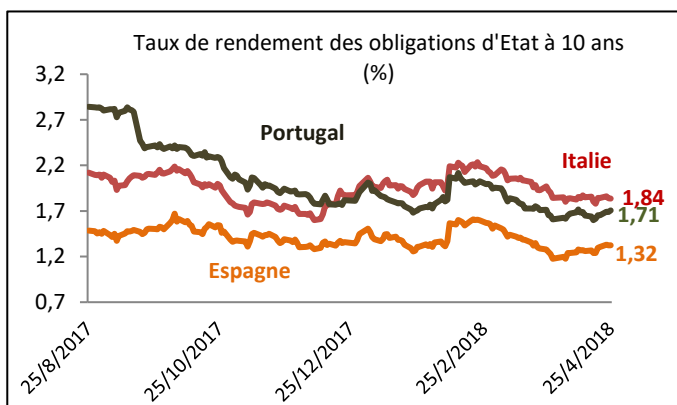
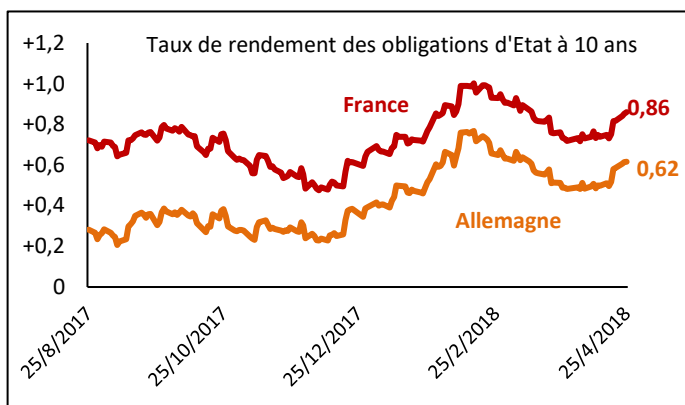


Source : Ifo



Source : Ifo

8. Tendance de la semaine sur les marchés : remontée des taux souverains, dépréciation de l'euro, pétrole au plus haut depuis novembre 2014



Contact : abenhamou@medef.fr
Rédaction achevée le 26 avril 2018